Publication de la  Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX

DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÊME, DE HONGRIE ET D'ORIENT,

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . . 10 c.

Pour Paris :

Trois mois	1 fr. 25
Six mois	2 50
Un an	5 »

Pour la province et l'étranger :

Trois mois	2 fr. 50 c.
Six mois	5
Un an	20

On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

La Pologne s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

2e Année.— Numéro 28. — 2 Décembre 1849.

L'Angleterre et la Panhellenisme en Orient.

L'Angleterre a résolument jeté le gant à la Russie en Orient : elle a pris dans la question de Constantinople une puissante initiative, qui peut amener par voie de conséquence l'émancipation complète de tout l'Orient européen. Mais que fait l'Angleterre pour être à la hauteur de sa tâche? quels sont ses actes, et quels devraient-ils être? Voilà ce qu'on se demande. L'Angleterro sans doute veut le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman. Mais qu'entend-elle par ces mots? Entend-elle le maintien du joug de l'Islamisme sur les chrétiens d'Orient, Grecs, Slaves et Roumains? Dans ce cas, l'Angleterre se proposerait une tâche anti-libérale, une tâche où elle échouerait contre la Russie plus libérale qu'elle en Orient. La Turquie même ne prétend pas soutenir de cette manière son intégrité.

Il n'y a qu'un moyen de proclamer avec certitude de succès l'intégrité de la Turquie : c'est d'arborer à la fois le drapeau de toutes les nationalités politiquement réveillées de cet empire, c'est de grouper fédéralement autour de la bannière du croissant celles des Grecs, des Slaves, des Moldo-Valaques. Sans cette grande satisfaction donnée aux opprimés, l'Angleterre tournera contre elle tous les chrétiens d'Orient, qui finiront par préférer à ses promesses celles du tsar. La question d'Orient ne saurait donc être traitée à huis-clos entre les diplomates. Elle est essentiellement une question populaire, une question de nationalités, et comme telle elle a besoin d'être débattue au grand jour par les journaux de tous les partis. Pourquoi n'en est-il pas ainsi? Parce que loin de voir dans la question d'Orient le problème de rénovation de l'Europe entière, les cabinets de Saint-James et de Paris n'y voient qu'une question de *statu quo* ou de partage entre les puissances. Aussi ces cabinets se sont-ils aliéné de longue main l'Orient chrétien à force de prendre en toute occurence contre lui le parti de ses ennemis.

En 1817, le haut-commissaire l'amiral Maitland déclarait à la constituante ionienne, que son nouveau statut organique n'était que le prodrôme d'une série de lois émancipatrices, conformes aux vœux des sept îles et aux traités solennels qui les concernent. Or, depuis vingt-trois ans que ce statut préparatoire existe, quel développement lui a-t-on donné? Aucun! Ce provisoire, exécré de tous, se prolonge d'année en année. Depuis vingt-trois ans les Ioniens luttent pour leurs droits naturels ; et le joug anglais ne se maintient qu'en écrasant de continuelles révoltes. On connaît tous les troubles dont ces îles furent le théâtre jusqu'en 1841, sous la régence si détestée de lord Douglas. Avec des manières beaucoup plus douces, son successeur n'a réellement fait droit à aucun grief. Ce n'est pas que les Ioniens n'aient eu souvent au parlement de Londres de généreux défenseurs, qui, comme lord Fitzroy, s'efforcent de dévoiler les plus criantes injustices de la régence de Corfou. Mais ils réussissent tout au plus à adoucir le supplice de ce malheureux peuple sans pouvoir le sauver. Pour juger de l'oppression des sept îles, il suffit de savoir que non-seulement tous les employés civils, mais les évêques et jusqu'aux plus pauvres curés de village, sont nommés et installés à leur poste par des Anglais *hérétiques :* circonstance au plus haut point blessante pour un peuple toujours fier de ce qu'il appelle son antique orthodoxie chrétienne.

Comment donc s'étonner que la Russie ait dans ces îles

presque autant de partisans que de citoyens? C'est aux Anglais à mettre prudemment des bornes à un système aussi impolitique, s'ils ne veulent pas voir, au jour de la lutte, tous les Grecs marcher contre eux, unis à la Russie. La propagande *napiste* ou russe se glisse dans toutes les îles grecques sous deux formes : d'abord elle est religieuse, et soutient l'*orthodoxie* orientale contre l'*athéisme* et le latinisme d'occident ; puis elle est patriotique et promet aux Ioniens, comme à Candie, à Samos, à la Thessalie, à l'Épire de réunir tous les pays grecs en une seule et grande *Hellénie*. Armée de ces deux prestiges, la Russie façonne les âmes à son gré dans ces îles, condamnées par l'Angleterre elle-même au fanatisme de l'ignorance. Aussi l'hétairie des philorthodoxes y a-t-elle poussé d'indestructibles racines. C'est elle qui vient de susciter la révolte de Céphalonie. En condamnant à la mort par la potence le prêtre Nodaro, le haut-commissaire actuel, lord Ward, a commis une faute dont son pays aura bientôt peut-être à se repentir. Le pieux dévouement avec lequel les Grecs cachaient ce prêtre proscrit, et allaient eux-mêmes au gibet à sa place plutôt que de le trahir, montre combien la population vaincue est loin encore de s'entendre avec ses maîtres.

Le patriote Mustoxidi présenta, il y a quelques années au parlement de Londres, de la part de ses concitoyens, un mémoire qui contenait toutes les demandes des Ioniens. Elles se réduisaient aux points suivants : Liberté de la presse, indépendance des élections pour la représentation nationale, droit pour les chambres de voter la quotité de l'impôt. Ces trois demandes sont de nature à ne compromettre en rien la domination britannique à Corfou ; exaucées, elles pourraient même lui assurer une longue durée. Mais le refus d'y faire droit tourne à la honte de l'Angleterre. « Car, comme le déclara lord Russell en plein parlement, il n'est pas honorable pour les Anglais d'avoir occupé tant d'années les îles ioniennes, sans en avoir rendu les habitants plus aptes à recevoir des institutions libres. »

Ce que l'administration de l'Angleterre est à Corfou, sa diplomatie l'est à Athènes et à Constantinople. Qui ne connaît les menaces et les intrigues incessantes de sir Edmond Lyons dans ce royaume? Sur le Bosphore, l'Angleterre, quoique toute puissante, n'a encore abordé de front aucun problème de réorganisation nationale, ni en faveur des raïas slaves, ni en faveur des Grecs. Devant l'ardente propagande du *panhellénisme* et de la *philorthodoxie*, deux hétairies invincibles qui forment à l'action russe un magnifique manteau, sir Stratford Canning reste impassible et froid, comme s'il se croyait sûr de pulvériser à coups de canon toutes les idées de ses adversaires. Pourtant il y a de certaines idées qu'aucun bombardement ne peut détruire et contre lesquelles la force brutale finit toujours par échouer. De sages concessions aux opprimés repousseraient, bien plus sûrement que des flottes, la Russie des bords du Danube. C'est dans cette voie qu'il faut lancer la Turquie, si l'on veut sérieusement maintenir son intégrité, et faire cesser vis-à-vis d'elle l'hostilité des Grecs, des Slaves et de Moldo-Valaques : autrement la Russie achèvera tôt ou tard son triomphe.

Des résultats probables d'une lutte armée
ENTRE L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE A CONSTANTINOPLE.

Réfutant le *Journal des Débats*, qui accuse l'Angleterre d'intenter au tsar *une querelle préméditée et gratuite*, et qui ne voit dans le débat actuel ni un *intérêt turc*, ni un *intérêt européen*, la *Démocratie pacifique* résume son opinion en ces mots :

« Abdul-Medjid jouit de la confiance de ses peuples ; il a une armée régulière puissante ; l'Angleterre a des vaisseaux pour détruire la flotte russe ; de l'argent, des munitions, des fusils pour armer les populations révoltées... L'Angleterre serait tout entière contre le tsar pour une lutte qui lui ouvrirait de nouvelles, d'immenses ressources commerciales. L'Europe libérale, la France démocratique n'auraient rien à redouter de cette guerre : car le triomphe de la Turquie et de l'Angleterre ne peut se consommer que par l'indépendance de la Pologne et de la Hongrie. Il y a dix-huit mois, la France aurait pu abattre la maison d'Autriche et émanciper pour toujours les peuples divers qu'elle tient asservis. Dans cette lutte, la France n'aurait pas pu compter sur l'action de l'Angleterre et de la Turquie ; d'autres intérêts retenaient ces puissances, et il eût été intempestif pour la France de se lancer contre le tsar, avant que la Hongrie et l'Italie ne se fussent constituées. Aujourd'hui, la Turquie et l'Angleterre, n'importe le mobile qui les pousse, se déclarent contre Nicolas ; l'Europe libérale compte donc deux champions de plus pour garantir l'indépendance des nationalités contre les envahissements du grand despote du Nord. Si la guerre s'allumait, n'y aurait-il pas un *intérêt européen*, n'y aurait-il pas un *intérêt turc* dans l'amoindrissement de la puissance autocratique, par l'émancipation des contrées danubiennes, par l'indépendance de la Hongrie, par celle de l'ancienne Pologne et d'autres pays slaves, dans la résurrection de Moscou, capitale *indépendante* d'une Russie méridionale ; dans la libre navigation du bas Danube, de la mer Noire, de la mer Caspienne et de ses affluents ; dans le rapprochement de la Perse et de l'Asie avec l'Europe continentale ? Ah ! une seule crainte nous préoccupe, c'est que lord Palmerston ne saisisse pas toute la grandeur de l'entreprise qu'il a si bien commencée, car jamais occasion plus favorable ne se présentera à un homme d'État pour s'élever, d'un trait, à la tête des hommes de son temps. »

De l'esprit de l'Église russe.

La religion est sans doute l'unique base des États, comme l'unique élément de tout vrai développement social, qui ne se borne pas seulement à perfectionner l'ordre matériel ou même intellectuel, mais qui embrasse encore et surtout le perfectionnement moral. Par conséquent, c'est au sein de la vraie religion seulement que le parfait développement social

peut avoir lieu. Ainsi, la civilisation avance ou rétrograde chez un peuple, suivant la mesure dans laquelle il s'approche ou s'éloigne lui-même de la vérité. En un mot, le catholicisme seul donne la possibilité d'un progrès social continu, quoique la liberté humaine puisse toujours, même au sein de cette religion, se frayer un chemin spécial et nouveau.

En effet, on ne peut considérer l'humanité tout entière que comme un vaste organisme, dans lequel chaque nationalité est comme un membre à part, ayant sa destinée providentielle qui découle de la pensée divine. A ce point de vue, le génie des races est un secret de Dieu, une force inviolable contre laquelle vient se briser la toute-puissance des conquérants. C'est ce qu'on voit bien clairement en Pologne; c'est ce que montre en général la race slave entière. Cette race est réservée à un rôle immense dans l'Église comme dans la politique. Malheureusement son rôle religieux a été complétement dénaturé par le schisme.

Une fois séparées de l'unité, qui seule peut donner à la religion son caractère d'universalisme, les églises schismatiques ne furent plus que des églises purement nationales. Dès lors elles durent perdre toute indépendance. Au lieu de servir des intérêts éternels et supérieurs à ce monde, elles servirent des passions terrestres, et devinrent aux mains des rois un instrument de police temporelle et d'oppression. De là le fléau de la simonie qui enveloppe d'un réseau commun toute la hiérarchie schismatique. De là vient aussi que les patriarches de Constantinople cherchèrent constamment à placer sur toutes les chaires épiscopales d'Orient leurs concitoyens, comme ils le font encore à présent parmi les Slaves de la Turquie. Et ces évêques grecs ne songent qu'à s'enrichir aux dépens de leurs ouailles, suivant en ceci l'exemple de tous leurs prédécesseurs depuis le moyen âge. C'est ainsi que les métropolites de Kiiov ont soustrait jadis les immenses richesses de leur cathédrale, pour les faire passer en Grèce. L'esprit de simonie et de servilisme temporel du clergé byzantin ne s'est point affaibli en s'installant dans le nord slave; il y a au contraire atteint l'apogée de son développement.

Asservie aux Tatares qui avaient étendu leur conquête sur toutes les principautés russes, la Moscovie ne commença à se faire connaître qu'au quatorzième siècle sous son grand-duc Jean Kalita, qui, le premier, transféra le siége du pouvoir de Kiiov à Moscou. C'est à l'école de leurs maîtres tatares que les grands ducs moscovites apprirent la science de ce despotisme inexorable qui forme le trait caractéristique de l'empire russe. A l'intérieur, ce despotisme anti-chrétien s'exprime par la prépondérance de la force matérielle sur les forces de l'intelligence, et par la stagnation de tout développement émané de la pensée divine. A l'extérieur, il se manifeste par ses conquêtes violentes, et par le concours qu'il prête à tous les actes brutaux et injustes des autres gouvernements. Depuis le règne de Basile l'Aveugle on remarque une continuelle tendance des princes de la Moscovie à exercer sur l'Église une pression de plus en plus écrasante. Après que le concile de Florence eut servi à Basile de prétexte pour rompre le lien de dépendance religieuse de la Russie avec Kiiov et avec Constantinople, et pour investir le métropolite de Moscou de la dignité patriarcale, les grands-ducs ont tendu à se substituer à leur tour au patriarche de leur nation; substitution que Pierre le Grand opéra enfin, en créant le saint synode de Pétersbourg, dont il se fit l'arbitre.

La tendance des souverains de Russie à confondre l'Église dans l'État fut si violente, qu'il en résulta dans le schisme même un schisme, composé des hommes les plus attachés à l'ancienne discipline, et qui, pour cette raison, prirent le nom de *vieux croyants*, (staro-viertsi). C'est ce que l'église officielle russe appelle les *Raskolniks*, secte dont l'origine remonte à la fameuse épuration de la traduction de la Bible et des livres lithurgiques slavons, sous le patriarche Nicon. On élève à sept ou huit millions le nombre des *vieux croyants*, répartis entre plusieurs sectes, dont les principales sont celles des *sacerdotaux* (*popovchtchina*), des *non-sacerdotaux* (*bez-popovchtchina*), et des *diaconaux* (*diakonchtchina*). Le gouvernement qui, à l'étranger, voudrait cacher jusqu'aux traces de leur existence, n'a rien épargné à l'intérieur pour les attirer au giron de l'Église officielle; mais jusqu'à présent les persécutions les plus cruelles et les plus douces séductions n'ont abouti à rien. Le *raskol* reste toujours là, comme un remords pour cette Église, qui, se traînant sur les traces du schisme grec, a préféré tomber sous le joug d'un pouvoir militaire, plutôt que de rester indépendante au sein de l'unité catholique, dans la religion de ses pères.

Le catholicisme des deux rites, grec et latin, pratiqué par la majorité de la population des anciennes provinces polonaises, oppose seul un obstacle invincible au plan d'unité politico-religieuse du gouvernement russe. Cette résistance, qui l'arrête dans sa marche depuis plus d'un siècle, il faut qu'il la brise; ou bien ses projets gigantesques, tout son système d'action sur le monde, ne seraient plus qu'un rêve impraticable. Le gouvernement le comprit bien vite, et il se mit à l'œuvre dès qu'une première portion de la Pologne lui fut échue en partage. Il serait trop long de mentionner ici toutes les menées perfides par lesquelles Rome fut constamment trompée, sans excepter même la dernière transaction souscrite par le cardinal Lambruschini et Bludof. On n'a pas précisément rompu toute communication entre les catholiques de Russie et Rome; mais on l'a organisée de manière à la rendre en tout dépendante du gouvernement. On refuse d'accepter un nonce du Saint-Siége; on accapare presque la direction de l'éducation de la jeunesse et du clergé catholique latin. Quant à l'Église gréco-catholique, on a presque réussi à la détruire. Les gémissements de cette Église martyre ont transpiré au dehors malgré la vigilance des gardiens de la frontière russe, et ont retenti dans le monde entier. — Cinq millions de catholiques ont été forcés de devenir schismatiques. — Ceux qui ont résisté jusqu'à présent, pourront-ils résister encore longtemps?

Un fait demeure acquis, c'est que les successeurs de Pierre-

le-Grand en sont venus au point de se voir reconnus aujourd'hui comme les chefs de fait, comme les souverains pontifes de leur église. Devenus de pauvres raïas turcs, les patriarches de Constantinople se sont prêtés pour de l'argent à toutes ces usurpations. Pierre le Grand, vrai fondateur de la Russie moderne, prit le premier le titre d'empereur, sous lequel se cachait la pensée de réclamer un jour l'héritage de Byzance, héritière politique de Rome. Pour rendre les Russes capables du rôle immense qu'il leur destinait, Pierre Ier organisa toute chose militairement. Les emplois dans l'administration, dans l'instruction publique, les places même ecclésiastiques, tout fut assimilé aux grades et aux titres militaires. La société entière ne fut plus qu'une vaste armée mise sur le pied de guerre et observant une discipline merveilleuse. Grâce à cet asservissement universel, qui ne laisse pas en Russie une seule âme échapper à l'ascendant direct du pouvoir, l'empire entier est devenu une machine dirigée par un signe de l'empereur et vivifiée par sa volonté seule. Mais comme prix de son obéissance, les tsars ont su faire entrevoir au peuple russe la domination du monde, domination qui, d'après le testament de Pierre le Grand, sera la conséquence inévitable de l'occupation de Constantinople.

UN PRÊTRE GRÉCO-SLAVE CATHOLIQUE.

NOUVELLES.

TURQUIE.

Le différend turco-russe, loin de s'arranger, va s'aigrissant de plus en plus. Pendant que l'armée russe fortifie ses positions sur le Danube, la flotte anglaise reste postée aux Dardanelles, s'appuyant sur l'escadre française de l'amiral Perceval-Deschesnes, ancrée devant Ourlac. Un pyroscaphe est attaché à chaque vaisseau, pour le remorquer en dépit des vents et des courants; de telle sorte, que les deux flottes, averties par les signaux télégraphiques de la côte d'Asie, pourraient arriver en trente heures devant Constantinople.

— L'arrangement de la Porte avec les Bosniaques paraît être en bon train. La Serbie, de son côté, attend avec calme l'issue des négociations entamées par elle avec le divan. Ce qui prouve, au reste, combien la Russie est peu aimée dans cette principauté, c'est le refus unanime des professeurs du lycée de Belgrad et des jeunes gens revenus des universités d'Europe, de se présenter aux soirées de M. Lovchin, malgré le désir manifesté par ce consul de les voir dans ses salons.

GRÈCE.

Les trois mille réfugiés politiques de Grèce ont obtenu de vastes cancessions de terrains sur l'isthme de Corinthe, là où il suffit de semer pour récolter presque immédiatement, au centuple, les fruits qu'on demande à la terre. Des barraques, en forme de tentes, y abriteront, pour l'hiver, les nobles proscrits polonais, italiens et maghyars, dans l'attente des événements que doit leur amener le printemps.

— *Corfou.* — Les Anglais auraient tort de méconnaître ce qu'il y a de légitime dans les réclamations des Grecs des îles ioniennes. Le haut commissaire, lord Ward, a proclamé, il est vrai, une amnistie générale pour Céphalonie, mais, après avoir fait pendre, sans aucune pitié, une foule de prisonniers, notamment les deux chefs des insurgés, Vlacco et le pope Nodaro. Pourtant, lord Ward devait presque la vie à Vlacco, qui, dans une rencontre, l'avait tenu en joue sous sa carabine, et qui n'avait pu se décider à le tuer. Quant à l'intrépide Nodaro, le supplice ignominieux qu'on lui a fait subir, sans égard pour son caractère sacerdotal, a profondément ulcéré le cœur de tous les Grecs. Les insurgés de Céphalonie n'étaient ni des communistes, ni des dévastateurs, comme on l'a prétendu. C'étaient des patriotes trop pressés d'agir, dans le but de l'incorporation des sept îles à la Grèce. Chez plusieurs personnes influentes de Corfou, on a trouvé des papiers qui constatent l'existence de sociétés secrètes, qui travaillent jusqu'au fond de l'Epire et de la Macédoine, à réunir tous les Grecs en un seul corps politique. Une telle conspiration, si elle est conduite avec sagesse, et en sauvegardant les intérêts généraux de l'Europe, n'a-t-elle pas droit au respect de tous les hommes de cœur.

AUTRICHE.

Les ambassadeurs d'Angleterre et d'Autriche, dans les capitales des deux empires, ont réciproquement pris leurs passeports. Lord Ponsonby, en quittant Vienne, n'en a pas dissimulé les motifs; et le prince Colloredo a également quitté Londres d'une manière assez brusque. La rupture des deux cabinets est donc un fait presque accompli.

— Malgré les dangers immenses qui l'attendent du côté de la Turquie et de la part des Slaves mal domptés, l'Autriche, poussée sans doute par ses chefs d'armée, vrais prétoriens, pour qui la guerre est devenue un besoin, lance à la Prusse des provocations incessantes. Inébranlable dans sa ligne de conduite, le conseil prussien d'administration de l'empire allemand, vient de fixer, au 31 janvier, le jour des élections pour le parlement germanique, qui devra siéger, non plus à Francfort, ville trop cosmopolite, trop européenne, mais dans une citadelle de la Prusse, à Erfurt. On ignore encore quels seront ceux des États allemands qui enverront leurs représentants à cette assemblée. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Autriche a formellement protesté contre cette convocation. L'obstination de Frédéric-Guillaume à pousser, envers et contre tous, l'Allemagne, dans les voies de l'unité politique, inquiète, à plus d'un titre, le cabinet de Vienne. Appuyée d'un côté sur l'union douanière, de l'autre, sur sa prépondérance à la diète fédérale, la Prusse pourra bien réussir à absorber définitivement toute l'Allemagne. Pour parer le coup, l'Autriche menace de dissoudre, au besoin, la diète d'Erfurt par les armes. La Prusse se montre prête à repousser, s'il le faut, la force par la force. Elle a mis de son côté tous les petits princes. L'Autriche compte à son tour sur les quatre petits rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe et de Hanovre. Mais, avant tout, elle compte sur la Russie, qui a tant d'intérêt à empêcher la concentration de l'Allemagne sous un seul sceptre, et qui ne néglige rien pour exaspérer l'une contre l'autre, la Prusse et l'Autriche. Car, tant que la question politique s'agitera entre les deux cours de Vienne et de Berlin, c'est la Russie qui restera le seul arbitre des destinées de l'Allemagne.

SLAVIE AUTRICHIENNE.

Voïevodie serbe. — Le *Divide et impera* demeure plus que jamais le principe des Habsbourg. Forcé de reconnaître l'existence d'une Voïevodie serbe, le cabinet de Vienne y a enclavé, sans doute à dessein, tous les Allemands de la Batchka: ce qui a fourni à ces derniers l'occasion d'une magnifique protestation, déjà couverte de cent mille signatures, en faveur du maintien de leur nationalité allemande, *menacée* par le régime serbe. Tous ces Allemands ne parlent de rien moins que d'émigrer, si on ne leur rend pas justice; et le commissaire impérial, en Voïevodie, Nikolitj, est obligé de recourir contre eux à la force.

— On provoque, sous main, en Transylvanie, les mêmes manifestations, de la part des villes saxones, à qui l'article 72 de la charte octroyée, garantit le maintien de leurs anciens privilèges. C'est en vertu de cet article que les Saxons transylvaniens demandent à grands cris leur séparation d'avec les millions de Roumains qui les entourent, malgré que, fondus avec ces derniers, les Allemands de Transylvanie comptent à peine 164,000 âmes.

CYPRIEN ROBERT.

Montmartre. — Imp. Pilloy frères et Ce, boulevard Pigale, 48.